



Rapport d'activités

2017

Assemblée Générale ordinaire du 23 mai 2018

Sommaire

Chapitre 1 – Présentation et fonctionnement	3
• Nos valeurs, missions et objectifs stratégiques	3
• Nos membres	4
• Renforcer notre fonctionnement interne	5
Chapitre 2 – Nos actions	6
• Dispositif Entreprise d'Insertion	6
• Dispositif IDESS	7
• Secteur des Titres-services	8
• Dossiers transversaux	11
• Nos mandats	11
• Services aux membres	15
Chapitre 3 – Nos projets	17
• VISES 2015-2020	17
• ProForCES 2015-2017	17
• Demain, l'entreprise d'insertion	18
Annexes	19
• Gouvernance et équipe	19
• Liste des membres	20
• Partenaires	23

Chapitre 1 - Présentation et fonctionnement

Nos valeurs, missions et objectifs stratégiques

Nos valeurs :

- ✓ **Pluralisme**
- ✓ **Ethique**
- ✓ **Qualité**
- ✓ **Proximité**
- ✓ **Responsabilité**
- ✓ **Réactivité**
- ✓ **Partenariat**

Nos missions principales sont de :

- ✓ Représenter les initiatives d'économie sociale, les entreprises d'insertion et les IDESS reconnues par la Région wallonne auprès des interlocuteurs publics.
- ✓ Promouvoir ces entreprises et défendre leurs intérêts.
- ✓ Soutenir, conseiller et professionnaliser ces entreprises dans les divers aspects de leurs activités économiques et sociales afin de favoriser leur développement.

Nos objectifs stratégiques :

- ✓ Regrouper 2/3 des EI et 1/3 des IDESS agréées
- ✓ Œuvrer pour une reconnaissance plus large des entreprises
- ✓ Représenter les IES, EI et IDESS auprès des interlocuteurs publics et défendre leurs positions
- ✓ Recueillir les attentes des membres et leur proposer des solutions
- ✓ Tenir à jour des données statistiques sur le secteur
- ✓ Collecter et diffuser toutes les infos concernant les IES, EI et IDESS
- ✓ Organiser des lieux d'échanges et de rencontres
- ✓ Développer l'expertise du secteur et élaborer des outils pour aider les membres

Une Charte de valeurs et un ROI !

La fédération a souhaité traduire ses valeurs et celles du secteur dans une Charte, discutée avec les membres, qui a été adoptée lors de l'AG de 2017.

Celle-ci doit être reconnue par les membres qui s'engagent à la suivre et sa signature sera désormais une condition d'affiliation.

Nos membres

Au 31/12/2017, la fédération compte 93 membres : 84 EI (dont 3 sont également IDESS), 4 IDESS, 4 fédérations et 1 ancienne EI

Notre objectif de représentation de 15% d'IDESS est atteint !

La liste complète des membres se trouve en annexe.

Nouvelles demandes d'affiliation



SERESA SUPPORT scrifs est une entreprise d'insertion du Brabant Wallon liée au groupe Village n°1 et réalisant divers activités : cuisine de collectivité, gestion, maintenance et entretien des bâtiments, buanderie.

Personne de contact : Salvatore SALAMONE



EURO SERVICES QUALITE scrifs est une IDESS de la région d'Estaimpuis réalisant des travaux de bricolage, aménagement de parcs et jardins et proposant du transport social.

Personne de contact : Frédéric FOUREZ

4

DÉPARTEMENT IDESS DU CPAS DE BINCHE assure depuis 2008 le transport social et a créé une épicerie sociale dans la région de Binche. L'ensemble de ces activités génère aujourd'hui plus de 7 emplois.

Personne de contact : Bérengère LAHAYE, responsable du service IDESS

DÉPARTEMENT IDESS DU CPAS DE VIROINVAL propose depuis 2009 des services de transport social et d'entretien des espaces verts. Aujourd'hui, la structure compte 7 employés.

Personne de contact : Nathanaëlle BERGER, Directrice

Ils nous quittent

Cleanmania, titres-services (plus d'agrément) ; La Cense, titres-services (plus d'agrément) ; Logiservices, titres-services (reprise de l'activité par l'un de notre membre).

Renforcer notre fonctionnement interne

Le développement important de la fédération des dernières années ainsi que le départ de notre Direction nous ont amenés à revoir le fonctionnement interne de la fédération. En 2017, plusieurs décisions ont été prises pour améliorer l'organisation et la communication interne :

Mise en place d'un bureau

Organe consultatif, le bureau, composé de 4 administrateurs, prépare les conseils d'administration en priorisant les dossiers et définissant des propositions à valider. Il assure également un soutien à la coordinatrice dans la gestion quotidienne. Il n'a aucun pouvoir décisionnaire sauf si un mandat lui est explicitement donné par le conseil d'administration. Il se réunit mensuellement en amont des CA.

Réorganisation des fonctions de l'équipe

Une réorganisation des tâches au sein de l'équipe était devenue nécessaire pour répondre à la diversification des activités mais aussi à un besoin de centralisation et de transmission des informations entre équipe et CA. Chaque conseiller est désormais en charge de dossiers propres et une coordination interne a été mise en place qui assure le suivi des dossiers et joue le rôle de liaison avec le CA.

Dispositif Entreprise d'Insertion

Suivi de la réglementation EI du décret 2012

Problématique ONVA

Il est apparu que le montant des pécules de vacances ouvrier fait l'objet d'un traitement qui n'est pas repris dans les comptes annuels du travailleur. Ils ne sont donc pas pris en compte dans le calcul du coût salarial du travailleur.

Pour pallier à cela, l'administration a réclamé aux entreprises un tableau reprenant le calcul de la provision mensuelle par travailleur attesté par leur secrétariat social.

Suite à l'interpellation de membres concernant l'impossibilité d'obtenir une attestation du secrétariat social relative aux montants versés à l'ONVA par l'entreprise, la fédération a pris contact avec l'ONVA et l'administration afin de trouver une solution.

Un **modèle de tableau accepté par la Région wallonne** a été mis à disposition des membres. Celui-ci doit être complété par l'entreprise qui le transmet au secrétariat social qui atteste du calcul réalisé pour ramener la cotisation annuelle de 10,27% à 10% du brut à un montant mensuel.

Par la suite, nous avons sollicité le GroupS dans le cadre de notre partenariat, afin qu'il **intègre le calcul ONVA dans les comptes individuels** des travailleurs pour les entreprises membres ayant adhéré au marché public.

6

Action collective auprès de la SOWECSOM

Début 2017, les entreprises ont dû supporter un retard dans le paiement de leur avance de subvention. En cas de non liquidation pour le mois de mai, le problème risquait de se renforcer par le paiement des congés payés des travailleurs.

Pour faire face à ce retard, nous avons proposé à nos membres de participer à une **action collective qui consistait à introduire un maximum de demandes de préfinancement auprès de la SOWECSOM en vue d'anticiper un éventuel problème de trésorerie dans le courant du premier semestre 2017**. Cette action avait pour objectif de faire pression, à travers cet organisme, sur le Ministre en démontrant le non-fonctionnement du traitement des subventions.

Tableau de suivi et vérification des subventions

Suite à l'envoi des premiers tableaux récapitulatifs de subventionnement des travailleurs par la Région Wallonne et des difficultés pour comprendre les méthodes de calcul et vérifier l'exactitude des informations transmises, nous avons développé un tableau permettant aux EI de vérifier travailleur par travailleur le calcul de la subvention d'année en année. Il permet également de calculer les avances et soldes de chaque année. Il est mis à jour régulièrement selon les nouvelles infos reçues. Les membres peuvent également solliciter l'équipe de manière individuelle pour une analyse détaillée de leur situation.

Entrée en vigueur du nouveau décret

Après de longs mois de travail au cours desquels nous avons participé à l'élaboration des nouveaux textes en défendant nos positions, la nouvelle réglementation EI est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2017. Nous avons organisé plusieurs séances d'information dans toute la Région wallonne afin d'informer nos membres de son contenu.

Simplification administrative

Ce décret prévoit une simplification administration à travers la transmission des dossiers travailleurs ainsi que des demandes d'agrément/renouvellement, qui se fera essentiellement via une plateforme sécurisée et en allégeant les dossiers à constituer. La fédération peut aider ses membres dans l'appréhension et l'utilisation de cet outil en ligne.

Subvention complémentaire relative aux principes de l'économie sociale

La fédération a fortement œuvré à la création de la subvention complémentaire relative à la mise en application des principes de l'économie sociale. Celle-ci permet aux entreprises qui mettent en place des actions visant à augmenter leur effectif, améliorer la participation des travailleurs ou encore à affecter leurs bénéfices au plus proche de leur finalité d'accéder à une subvention complémentaire d'un montant maximal de 30.000€/an. Nous avons également participé et alimenté les discussions relatives aux pièces justificatives à fournir.

Opérationnalisation de la réglementation

La Fédération a accordé une grande importance à l'opérationnalisation de cette nouvelle réglementation. Plusieurs réunions ont été organisées avec l'Administration et le Cabinet Marcourt afin de fixer les modalités d'application du décret et de l'AGW. Le mécanisme de subventionnement ainsi que la nouvelle subvention relative à la mise en œuvre des principes de l'économie sociale ont particulièrement retenu notre attention au cours de ces rencontres. Cette concertation a abouti sur la rédaction de différentes **fiches interprétatives**, publiées sur le site de la DGO6.

7

Dispositif IDESS

Renforcer notre expertise et développer le membership

Afin de développer la représentation des IDESS et de développer notre expertise, un conseiller s'occupe spécifiquement du dispositif IDESS et un outil spécifique (le **B.A.-BA du décret IDESS**) a été créé. Cet outil a été présenté en juin 2017 lors d'une séance au cours de laquelle les IDESS et la fédération ont pu échanger sur leurs attentes/besoins et services proposés.

7 IDESS non-membres ont été rencontrées et 3 ont demandé l'affiliation. D'autres affiliations sont toujours en cours début 2018. Nous avons atteint l'objectif de représentation prévu dans le plan d'actions 2017-2018 puisque **nous fédérons 15% des IDESS agréées** (10 IDESS membres sur les 66).

Travaux sur les activités en IDESS

Une des particularités du dispositif IDESS est qu'il repose sur la définition d'une liste d'activités autorisées.

10ans après le début du dispositif et étant donné l'évolution du secteur, une analyse relative à la pertinence des activités autorisées devrait être réalisée pour le secteur. La fédération a initié 2 rencontres avec les IDESS et avec l'UVCW concernant plus précisément **la gestion des activités durant les périodes creuses** dans une volonté de trouver des solutions visant à résoudre cette variation de la charge de travail durant l'année.

Lobbying relatif au financement et fonctionnement du dispositif

Un 1^{er} GT avec la participation du Cabinet Marcourt sur le dispositif IDESS et son financement a été tenu lors de l'Assemblée Générale 2017 de la fédération, regroupant 17 participants. Depuis plusieurs rencontres et actions ont eu lieu avec l'Administration et le Cabinet en vue d'améliorer le fonctionnement du dispositif. De ce travail, ont notamment découlé les différents points du volet IDESS du décret programme du Ministre Jeholet. Ce décret programme devrait assurer à la fois une **pérennisation du financement des IDESS et une mise en conformité par rapport aux aides d'Etats**.

Enfin, nous avons réalisé un recensement des différentes questions/problématiques que les structures IDESS rencontrent quotidiennement. Ce recensement fera l'objet en 2018 d'une rencontre spécifique avec la Direction de l'économie sociale afin clarifier ces différents points.

8

Partenariat avec l'IfaPME

La fédération a développé un partenariat avec l'IFAPME de Liège afin de créer une **formation spécifique pour les ouvriers IDESS**. Cette formation permettra aux nouveaux travailleurs en IDESS d'avoir une première formation large, en lien avec plusieurs domaines d'activités d'une IDESS. La collaboration devrait aboutir à une offre aux membres courant 2018.

Secteur des Titres-services

Lancement de la Commission d'agrément TS en Wallonie, un siège pour l'économie sociale !

Rappelez-vous, en 2013 Atout EI mentionnait dans son mémorandum comme l'un de ses objectifs « **Intégrer la fédération dans la commission d'agrément titre-service régionale et le groupe de travail relatif à la régionalisation du dispositif** ».

Trois ans plus tard, par suite de nombreuses heures de négociation et de lobbying vis-à-vis des partenaires sociaux et de la Ministre, nous sommes heureux de vous annoncer **la mise en place de la commission d'agrément régionale des entreprises titres-services et l'attribution d'un mandat pour l'économie sociale !!!**

Ce mandat a été attribué à l'organisation Concert'ES – plateforme représentative de

l'économie sociale dont Atout EI est membre. Concert'ES a mandaté Atout EI pour siéger en tant que membre effectif au sein de cette commission ; le poste de suppléant étant occupé par Concert'ES elle-même. Cette décision est un signe que le GW reconnaît la place de l'économie sociale dans le secteur TS, dont les valeurs sont désormais défendues par la fédération.

Concertation pour une meilleure qualité d'emploi

Suite à la Résolution du parlement wallon du 20/06/2016, nous nous sommes longuement concertés avec les partenaires wallons (syndicats et patrons) en vue d'améliorer la qualité de l'emploi dans le secteur en Wallonie (6 réunions en 2017) et nous avons également rencontré la Ministre E.TILLIEUX à 2 reprises.

Si dans un premier temps, nous avons reçu une oreille attentive de la Ministre, le dossier a ensuite été laissé de côté malgré plusieurs interpellations. Afin d'y remédier, une conférence de presse a été organisée en front commun (15/06/2017) suivie d'une réunion avec la Ministre. Au terme de celle-ci, il nous a été confirmé **le maintien de l'enveloppe budgétaire dédiée au secteur** et la Ministre s'est engagée à **relancer la concertation concernant la qualité de l'emploi**. Elle n'a malheureusement pas pu aboutir suite au changement soudain de majorité politique. Ces changements politiques ont également amenés les partenaires sociaux à suspendre leur concertation en l'absence de concertation avec le nouveau Ministre. Le dossier reste néanmoins central pour la fédération en tant qu'objectif à atteindre à l'avenir.

9

Soutien des actions dans le cadre du Fonds de soutenabilité

Etude sur la faisabilité du métier

Surement l'un des enjeux les plus importants auquel le secteur devra répondre dans les prochaines années, **la faisabilité du métier sur le long terme sera l'un des dossiers de travail important de la fédération pour 2018-2019**. Dans le cadre du Fonds, une étude a été commanditée à Idea Consult qui doit répondre à 3 attentes : **réaliser un inventaire des difficultés du travail TS, analyser les conséquences de la grande flexibilité de l'emploi pour les travailleurs et identifier des solutions/recommandations pratiques**. Atout EI participe via son mandat au suivi de cette étude dont les résultats seront connus au 1^{er} semestre 2018.

A partir des résultats, la fédération se verra chargée du suivi particulier de ce dossier qui concerne de plus en plus d'EI. En effet, le secteur vieillit et la volonté de pérenniser sur le long terme l'emploi des travailleurs amènent les EI à rencontrer de plus en plus de difficulté à maintenir à l'emploi leurs travailleurs plus âgés. Des solutions doivent être trouvées si nous voulons assurer l'avenir du secteur tout en assurant une qualité d'emploi aux travailleurs.

Projet de coaching 45ans+

En vue d'améliorer la faisabilité du métier pour les aides ménagères plus âgées, ce projet

pilote propose de **former des aide-ménagères de plus de 45ans à devenir coaches occasionnels et a accompagné de jeunes recrues**. Cette action est l'une parmi d'autres qui participe à alléger le travail physique des AM plus âgées, à valoriser leur expérience tout en développant de nouvelles compétences et en acquérant de nouvelles responsabilités. En parallèle, les jeunes travailleurs bénéficient d'un accompagnement sur le terrain, une formation individuelle et des conseils d'experts. Si cette fonction ne peut être proposée à l'ensemble des travailleurs, elle a le mérite d'initier des démarches dans le sens d'une meilleure prise en compte de la pénibilité du métier.

Maintien de la collaboration avec Sodexo

Initiée lors de la régionalisation afin de résoudre les difficultés techniques et pratiques liées à la régionalisation, la collaboration avec Sodexo si elle a été moins importante a néanmoins été maintenue et renforcée.

Depuis septembre, la fédération a un **point de contact direct chez Sodexo** pour résoudre les problèmes rencontrés par les membres qui ne trouveraient pas de solution. Même si les problèmes sont moins importants après plusieurs mois de pratique, ceux qui persistent peuvent désormais être traités par votre fédération. Enfin, Sodexo s'est engagé a organisé une table-ronde avec les fédérations représentant le secteur dans le but d'aborder l'opérationnalité du dispositif et de partager l'évolution du secteur.

Négociations dans le cadre de l'AIP 2017-2018 et négociations sectorielles 2017-2018

L'année 2017 de la CP 322.01 a été rythmée par des négociations relatives à la mise en application de l'Accord Interprofessionnel 2017-2018 qui a été traduit en une augmentation de 1.1% des salaires. En parallèle, les négociations sectorielles ont débouchés sur la signature de CCT pour le secteur. En plus des avancées dans les droits sociaux des travailleurs, la CP a confirmé sa volonté de trouver les moyens nécessaires au maintien du Fonds Employabilité. La valorisation des coaches, dans le cadre du projet Form TS, a été actée par un défraiement de 1€/h suppl. pour les heures de coaching prestées par les travailleurs. Enfin, les obligations de formation ont été maintenues et un GT s'est mis en place afin de préparer une meilleure coordination entre le Fonds de formation sectoriel et les fonds de formation régionaux et poursuivre le développement de la formation dans le secteur.

Soutenir la formation des travailleurs

Afin de répondre à l'effort de formation de 5 jours par ETP (Loi sur le travail faisable et maniable de K.PEETERS), les partenaires sociaux ont lancé la tenue de plusieurs groupes de travail visant à intégrer cette réglementation dans le dispositif TS. Dans un souci de formation continue et adéquate, les partenaires ont la volonté de développer des formations relatives aux « soft skills » comme la gestion des conflits, l'assertivité, l'adaptabilité face aux situations de travail diverses, etc.



Collaboration avec les syndicats

A la demande de la FGTB, la fédération est intervenue en juin 2017 lors d'une journée de formation des délégués syndicaux des EI actives dans le secteur des titres-services. La journée visait à informer les délégués syndicaux sur les principes de l'économie sociale et plus particulièrement le fonctionnement des entreprises d'insertion (ses valeurs, ses spécificités, son fonctionnement). Plusieurs intervenants étaient présents dont la DGO6, Atout EI et l'agence conseil Propage-S. Par la suite, une information sur l'entreprise d'insertion a également été organisée pour les délégués syndicaux de la CSC du Hainaut.

Dossiers transversaux

Changement de majorité politique en Wallonie

Nous avons suivi attentivement les changements politiques survenus en juin 2017 du fait de leur impact direct sur notre fédération mais aussi sur nos secteurs. Dès l'entrée en fonction du Ministre JEHOLET en charge à la fois des matières Emploi et Economie, nous avons sollicité une rencontre afin de présenter les dispositifs prioritaires pour nos membres mais aussi de connaître davantage les intentions du Ministre. Cette **rencontre a eu lieu le 8 novembre** en présence de la chargée Economie Sociale et de la chargée des matières Emploi. Enfin, une **note d'intention** a été transmise au Ministre qui insiste sur la pérennisation des dispositifs EI et IDESS ainsi que la nécessité d'un soutien, mais aussi sur la volonté d'assurer un dispositif TS de qualité en Wallonie.

11

Mesure SINE

Lors du deuxième semestre de l'année 2017, l'équipe de la fédération a lancé un groupe de travail sur le dispositif SINE. L'objectif de ces travaux est de réaliser une **analyse du dispositif SINE sur nos entreprises mais également sur nos travailleurs en insertion**. Plusieurs groupes de travail se sont déroulés fin 2017 avec une dizaine d'entreprises afin de permettre une réflexion globale sur le dispositif SINE.

Une présentation des travaux et des résultats intermédiaires sera organisée en septembre à l'intention des membres. Par la suite, des groupes de travail étendus seront assurés.

Nos mandats

Commission consultative et d'agrément des entreprises d'économie sociale – COMES

La Commission est chargée de remettre avis au Ministre sur les dossiers d'agrément/renouvellement/suspension ou retrait des EI, IDESS et agences-conseils.

En 2017, elle s'est réunie 16 fois.

Concernant les entreprises d'insertion

3 nouvelles entreprises d'insertion ont été agréées, 3 EI ont connu un renouvellement de leur agrément, 2 dossiers d'inspection avec avis défavorable ont été examinés par la commission. 4 entreprises ont demandé une dérogation du maintien de l'effectif.

Concernant les IDESS

7 nouveaux agréments IDESS ont été

octroyés pendant l'année. 4 IDESS ont connu un renouvellement de leur agrément. 2 dossiers d'inspections avec avis défavorable ont été examinés par la commission, dont un a abouti sur une décision du Ministre de retirer l'agrément. Nouveauté 2017: 2 IDESS ont introduit une demande de diminution de l'effectif auprès de l'administration, en lien avec le dépassement du plafond d'aide *de minimis*. 7 IDESS ont introduit une demande d'extension pendant l'année.

Conseil Wallon de l'Economie sociale – CWES

Le CWES s'est réuni à 4 reprises (20/03, 22/05, 26/06 et 29/09).

Il a rendu 2 avis d'initiative portant sur **la réforme APE** de 2017 et **les projets d'arrêtés relatifs aux petites aides à destination des porteurs de projets et des PME**.

Concernant la réforme APE, le CWES a attiré l'attention du Ministre sur différents points dans l'objectif d'obtenir des clarifications. Ont ainsi été soulignés : l'effectif de référence à mettre en lien avec la taille de la structure, la justification du subside et la conservation du délai réduit de préavis. Par la suite, cette réforme a été suspendue suite au changement de gouvernement survenu en cours d'année.

Concernant les petites aides, le CWES avait déjà rendu un avis en juillet 2016 sur le projet de décret. En 2017, un avis sur le projet d'AGW a été élaboré. L'accès des Asbl à caractère économique et le statut De Minimis des chèques-entreprises ont notamment été discutés.

Suite au changement de gouvernement, le CWES a demandé à rencontrer des représentants du Cabinet Greoli (Vice-présidente du Gouvernement wallon et Ministre de l'action sociale, de la santé, de l'égalité des chances, de la fonction publique et de la simplification administrative) afin de prendre connaissance de ses intentions quant à ses nouvelles compétences en matière d'action sociale. Des dossiers tels que l'insertion des personnes handicapées dans un emploi ordinaire, le cumul des aides AVIQ avec les aides à l'emploi classique et le fonctionnement des ETA ont été évoqués.

Concert'ES asbl

En 2017, Atout EI, en tant qu'administrateur de la Concert'ES a participé à 6 Conseils d'Administration et 3 Assemblées générales.

Mandat de présidence

Afin de renforcer son fonctionnement, Concert'ES a souhaité la mise en place

d'une présidence en soutien de l'équipe actuelle de la concertation. Atout EI, dans un souhait de continuer à développer

Concert'ES, a présenté sa candidature et a été élue par les membres de la concertation. C'est Monsieur Denis Morrier qui occupe le mandat de Président de Concert'ES pour 2 ans.

Réforme SFS

Le ministre fédéral de la Justice, Koen Geens, porte un projet de réforme globale

Décret programme Région wallonne

Suite au changement de gouvernement au mois de juin, c'est le Ministre Jeholet qui est actuellement en charge des matières liées aux entreprises d'insertion et IDESS. Nous avons rencontré son cabinet lors d'une réunion avec Concert'ES au mois de septembre. Afin de réaliser quelques modifications sur différents dispositifs, le Ministre a mis en place un projet de décret programme. Nous avons profité de ce décret programme pour apporter un certain nombre de propositions de modifications, notamment par rapport au dispositif IDESS. Certaines de ces propositions ont été retenues par le Ministre dans le cadre de ce décret programme.

Plan de développement de l'ES

Comme annoncé en 2016, Concert'ES à continuer sa réflexion sur son plan de développement de l'économie sociale. Cette réflexion est à replacer dans un contexte général, celui de mise en œuvre des réformes institutionnelles, de pression sur les dépenses publiques, de quête de sens des citoyens et consommateurs ainsi qu'une évolution de la concertation sociale. Les valeurs et principes de l'économie sociale ainsi que 5 objectifs stratégiques et un grand nombre d'objectifs opérationnels ont été validés en juin par les membres de la concertation.

du code des sociétés. Atout EI, via Concert'ES suit ces travaux de près. Grâce aux différentes actions de lobbying, nous avons notamment pu faire revenir le Ministre sur la suppression pure et simple du statut de société à finalité sociale (SFS) du code des sociétés. Nous continuons à rester très attentifs à l'évolution de ce dossier durant les prochains mois.

Les Jours Fous de l'économie sociale

Via Concert'ES, les fédérations et acteurs de l'économie sociale ont décidé de se mobiliser pour promouvoir leurs valeurs et faire découvrir leurs diversités, leurs services et leurs produits au grand public. Grâce à cette mobilisation, les jours fous se sont déroulés en mars 2018. Atout EI a activement participé à l'accompagnement et la mise en place de ce projet de communication de l'économie sociale.

SCP 322.01 relative aux entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité

La CP s'est réunie 12 fois en 2017 notamment pour définir le contenu des CCT sectorielles 2017-2018. Elle a également décidé d'entamer un travail en vue d'encourager et d'améliorer

la formation des travailleurs du secteur.

Volonté de régionalisation

Axe déjà repris dans notre mémorandum de 2013, la fédération est favorable à une régionalisation de la commission paritaire du secteur en lien avec la régionalisation du dispositif et la régionalisation des moyens financiers. Des interpellations au sein de la sCP322.01 ont été faites en ce sens et un représentant du SPF Emploi a été invité à présenter les procédures d'institution et de réforme des CP. Il apparaît que deux solutions sont possibles : remplacer la sCP322.01 par plusieurs sCP régionales ou transformer la sCP322.01 en CP puis ensuite créer des instances régionales. Si les canaux juridiques existent, il faut maintenant travailler sur la volonté politique des autres partenaires sociaux et du Ministre compétent.

Fonds de formation sectoriel Titres-Services – Form TS

Projet jeunes – Coaching et campagne de sensibilisation

En 2017, Form TS a lancé un projet de coaching des jeunes par des travailleurs expérimentés. L'objectif est de former 500 jeunes dans leur nouvel emploi, de compléter leur formation par un encadrement sur le terrain mais aussi de valoriser l'expertise des coaches.

merci!

unjobquiditmerci.be

avec plaisir!

Dans un 2^{ème} temps, une campagne de communication à l'attention des jeunes a été organisée visant à mettre en avant les aspects positifs du secteur, informer et encourager les jeunes à rejoindre le secteur. Form TS a donc lancé la campagne « Un job qui dit merci ! » à travers plusieurs canaux visant particulièrement le public des jeunes.

14

Nouveau en 2017 ! Commission d'agrément titres-services en Wallonie – COMAG

Mise en place en mars 2017, la commission s'est réunie à 6 reprises. Elle a été très active durant ces 6 mois puisque 8 entreprises ont reçu un avis positif à l'agrément, 9 dossiers ont été présentés pour infraction dont 2 ont mené à un avis de retrait avec sursis et 1 à un retrait d'office. Enfin, 7 entreprises ont perdu leur agrément pour inactivité ou dettes importantes.

De plus, la COMAG a renforcé son expertise en sollicitant plusieurs présentations : présentation générale du système des TS en Wallonie par le Forem, présentation du fonctionnement du service d'inspection sociale de la région wallonne par Mr BURTON, son directeur. Elle a également interpellé la Fédération Royale du Notariat Belge concernant la rédaction des statuts pour les entreprises TS et a aussi rendu un avis concernant un projet de circulaire relative au repassage.

Services aux membres

Suivi et conseil individuel – Information collective

Notre premier niveau d'intervention auprès des membres se situe dans le conseil, l'information au quotidien. Nous répondons en moyenne à +- 200 demandes individuelles par an, sans tenir compte des déplacements au sein des EI pour un suivi plus poussé.

De nombreuses **séances d'information ou GT collectifs** sont également proposés sur des thématiques diverses visant à informer sur de nouvelles législations (nouveau décret EI, trajet de réintégration, etc.), échanger et créer du lien autour de thématiques partagées ou encore recenser les pratiques et les positions de chacun afin de pouvoir alimenter notre travail de lobbying.

Nous proposons également annuellement une analyse de la situation financière de chaque entreprise en la situant au sein de son secteur d'activités. Cette analyse vous est envoyée sous forme de **fiche ranking** (dont un modèle est disponible en annexe).

Offre de formations

Nous avons choisi de proposer 2 formules de formation différentes : des formations reprises annuellement dans un programme dont les tarifs ont été négociés par la fédération avec des prestataires externes et des sessions de formation gratuites répondant à l'actualité.

Pour le programme classique, 4 formations ont été assurées en 2017.

Le programme ponctuel a lui concerné des thématiques variées comme :

- Le nouveau décret EI
- La gestion des soldes et subventions
- Le B.A.-BA IDESS
- La médiation de dette avec les travailleurs

16 sessions gratuites de formation ont eu lieu, regroupant au total 145 participants.

Au total sur l'année 2017, 20 sessions de formation se sont déroulées. Ces sessions portaient sur 10 thématiques différentes et ont regroupé 177 participants.

La communication

Un Flash Info mensuel

Informer nos membres est une mission à laquelle nous accordons beaucoup d'importance. Le Flash Info est un des outils principaux à travers lequel nous communiquons régulièrement sur toutes les actualités de la fédération ou du secteur. Depuis 2017, nous avons décidé que qu'il serait publié de manière mensuelle afin de proposer un format plus allégé mais plus régulier.

Matinée de l'Insertion 5/12/2017

Une thématique centrale a été choisie pour la Matinée de l'Insertion de 2017 à Charleroi :



« Présentation et discussion autours du trajet de réintégration ».

Au vu du succès de cette formule orienté autours d'une thématique transversale et aux retours positifs qui ont suivis, nous renouvellerons cette formule pour les prochaines sessions.

Congrès EMES

Nous avons participé au mois de juillet à la 6^{ème} conférence internationale de recherche EMES sur l'entreprise social qui s'est déroulé à l'Université Catholique de Louvain. Cette conférence portait sur la thématique de "**L'entreprise sociale pour des sociétés durables**".

Nous avons notamment assisté à la présentation de travaux portant sur la thématique des entreprises d'insertion. En outre :

- La tension entre efficacité économique et mission social des EI aux USA
- Une étude sur le financing-mix des EI au Japon
- L'impact de la commission européenne sur la législation spécifique aux EI en Espagne

En marge de cette conférence, nous avons présenté lors d'une journée d'échange, le projet de plateforme numérique qui était mené par la fédération.

Présentation de l'économie sociale aux rhétos de l'ICADI Liège

Le 5 mai, la fédération a été invitée à présenter l'économie sociale lors de la semaine de la citoyenneté à l'école secondaire ICADI à Liège. Nous avons présenté les principes et valeurs de l'économie sociale devant plusieurs classes de 5 - 6 et 7^{ème} secondaire. Ce fût intéressant de présenter l'économie sociale à ce jeune public et le débat qu'il s'en est suivi fût très enrichissant.

Offre de services mutualisés via Marchés publics

Atout EI a travaillé, en collaboration avec la Fédération CAIPS, sur la mise en place de 2 marchés publics visant à mutualiser d'une part, les services d'assurances (Ethias) et d'autre part, les prestations de secrétariat social (GroupS).

Les entreprises affiliées peuvent ainsi bénéficier de tarifs négociés concurrentiels, de services adaptés à leur statut ainsi que de formations à tarifs négociés. Nous continuons à négocier avec ces prestataires afin de proposer des services complémentaires aux affiliés. Ces marchés dureront 4 ans, de 2018 à 2021.

Analyse statistique du secteur des EI

Chaque année, nous réalisons un état des lieux des EI wallonnes sur base des données récoltées via les comptes déposés à la BNB. Il s'agit donc des données relatives à l'année 2016. Elle apporte des informations sur l'ampleur du secteur (nb d'entreprises, emplois, etc.) mais aussi sur la situation financière des entreprises. Elle permet d'avoir une vue d'ensemble du secteur et de suivre son évolution.

Nous espérons pouvoir proposer une analyse de ce type pour les IDESS dès l'année prochaine.



Chapitre 3 – Nos projets

VICES 2015-2020

Le projet VICES - Valoriser l'Impact Social de l'Entreprenariat Sociale est un projet déposé dans le cadre de la programmation Interreg V France-Wallonie-Vladeren 2014-2020 et coordonné par la plate-forme Concert'ES dont Atout EI est membre.

Ce projet a pour objectif stratégique de **construire un dispositif d'évaluation et de valorisation de l'impact sociale des entreprises sociales (dont les EI)**.

Cet objectif se s'envisage sur deux niveaux :

- Au niveau micro : nous visons à proposer aux entreprises sociales un outil de gestion stratégique qui prendra compte de leurs spécificités
- Au niveau macro : nous souhaitons armer le secteur de l'ES d'un dispositif de valorisation des apports positifs des entreprises

En 2017, le projet VICES est rentré dans une nouvelle phase de son élaboration. Après une année 2016 qui avait pour but de co-construire le dispositif, une cinquantaine d'entreprise testeuses ont rejoint le dispositif afin de co-construire la démarche d'évaluation de leur impact social.

Atout EI a accompagné 10 entreprises dont 9 membres de la fédération dans cette démarche d'évaluation de l'impact social. En moyenne chaque structure a eu besoin de 4 accompagnements individuels afin de faire émerger son cadre d'analyse (sorte de photographie de l'entreprise) et sa question évaluative (les éléments qu'elle souhaite évaluer dans sa réflexion sur son impact social). Des réunions collectives entre les entreprises ont également eu lieu afin de permettre l'émulation et le partage d'expérience.

17

ProForCES 2015-2017

En collaboration avec CAIPS et RES, nous avons travaillé sur le projet **ProForCES** *Professionalisation, Formation et Coaching en Economie Sociale* visant 3 objectifs généraux :

- **Améliorer la performance et l'efficacité de l'encadrement** (accompagnement social et hors AS) réalisé en EI et **analyser les impacts respectifs sur la viabilité de l'entreprise et l'insertion des travailleurs TD-TGD**.
- **Favoriser le passage dans l'emploi en EI des publics formés dans les EFT et OISP** agréés par la Wallonie.
- **Professionaliser et soutenir les personnes en charge de l'accompagnement social** dans les entreprises sociales d'insertion via du coaching individuel et collectif

Demain, l'entreprise d'insertion

Depuis quelques temps, l'émergence de nouveaux modèles économiques et les modifications en profondeur du marché du travail nous amènent à questionner notre modèle, que nous défendons par ailleurs. Nous souhaitons garantir la viabilité économique de nos entreprises ainsi que la mission d'encadrement social des travailleurs. Pour ce faire, nous avons lancé un chantier visant à faire émerger pour la fin 2018 **un nouveau modèle économique qui permettra aux entreprises d'insertion de rester compétitives** tout en garantissant leurs missions de formation, d'accompagnement et d'encadrement des travailleurs. Ce nouveau modèle devra être en phase avec les réalités du marché du travail et le modèle économique qui prédominera dans les prochaines années.

Ce projet s'articule autour de la tenue de plusieurs séminaires thématiques, alimentés par des contributeurs externes :

- Le marché de l'emploi et l'insertion vu sous l'angle de nos travailleurs. Quel accompagnement proposer vers l'emploi ? Contributeurs : Forem et IWEPS (novembre 2017)
- L'obsolescence des travailleurs, formation continue et employabilité : Quels besoins pour un public peu qualifié ? Contributeurs : Cefora et Digital Wallonia (mars 2018)
- Quelle place pour l'insertion socio-professionnelle dans les modèles nouveaux modèles de l'économie comme celui de la fonctionnalité, collaborative et la silver économie ?
- Des plateformes d'insertion, une forme d'externalisation de l'accompagnement des travailleurs via une plateforme Entreprise d'Insertion ou assimilée ? Des indépendants en insertion ?
- Quel modèle de gouvernance, de financement et de participation ?
- Quelles conditions Entreprise d'Insertion par rapport à un contexte de flexibilisation de l'emploi?

Gouvernance et équipe

Le Conseil d'Administration

B-TEAM safs – Nathalie CLAES

CAIPS ASBL – Jean-Luc VRANCKEN

EKOSERVICES Belgique scrifs – Ophélie
LABABSA

JEFAR T SERVICES scrifs – Jacques RORIVE

HOME NET SERVICES scrifs – Denis MORRIER
(Présidene)

LA RESSOURCERIE NAMUROISE scrifs – Marc
DETRAUX

LES COUPS DE POUCE FLEURUSIEURS scrifs –
Bénédicte FRANCOIS

MAXINET CENTRE scrifs – Isabelle COLINET
(Vice-Présidence)

NEUPRE NET SERVICES scrifs – Hervé SAMYN

POLE DES SERVICES scrifs – Vincent LAUREYS

PROXEMIA scrifs – Jean-Pierre POLLENUS

RES asbl – Etienne DEWANDELER

TRI-TERRE safs – Salvatore VETRO/William
WAUTERS

TRUSQUIN TITRES-SERVICES scrifs – Patrice
BORCY

Le Bureau

HOME NET SERVICES scrifs

MAXINET CENTRE scrifs

EKOSERVICES Belgique scrifs

NEUPRE NET SERVICES scrifs

Equipe

Anne-Sophie CHRONIS – Coordinatrice

Vanessa BENVISSUTO – Conseillère juridique

Guillaume FLORIN – Conseiller IDESS

Caroline RENOUPREZ – Conseillère
économique

Liste des membres (31/12/2017)

ENTREPRISE	STATUT	SECTEUR D'ACTIVITE	PROVINCE
ADIEU POUSSIERES CENTRE ET BORINAGE SCRL FS	EI	Titres-services	Hainaut
ADM VILLAGE N°1 SCRL FS	EI	Services aux entreprises	Brabant Wallon
ALPHA SERVICES LIEGE SCRL FS	EI	Titres-services	Liège
A'TOUT FER SCRL FS	EI	Titres-services	Hainaut
AU PLUS NET SCRL FS	EI	Nettoyage industriel	Namur
BESOIN D'AILES	EI	Titres-services	Hainaut
BIP EXPRESS SCRL FS	EI	Titres-services	Liège
BOTHANET SERVICES SCRL FS	EI	Titres-services	Hainaut
BTEAM SCRL FS	EI	Services aux entreprises	Brabant wallon
CLEANMANIA	EI	Titres-Services	Hainaut
CLIC & NET SERVICES SCRL FS	EI	Titres-services	Hainaut
COMET SERVICES SCRL FS	EI	Tri et recyclage	Hainaut
CORTIBAT SCRL FS	EI	Construction	Liège
CORT'IDESS SCRL FS	EI/IDESS	Bricolage, jardinage	Liège
COULEUR TERRE SCRL FS	EI	Construction	Namur
CPAS DE SPRIMONT	IDESS	Taxi social, entretien des espaces verts et petits travaux	Liège
DEFI + SCRL FS	EI	Services aux entreprises	Hainaut
DEFI ONE SCRL FS	EI	Services aux entreprises	Hainaut
DURECO SCRL FS	EI	Tri et recyclage	Luxembourg
ECODIPAR SCRL FS	EI	Services aux entreprises	Liège
EKOSERVICES BELGIQUE SCRL FS	EI	Titres-services	Hainaut
EKOSERVICES BRABANT WALLON SCRL FS	EI	Titres-services	Brabant Wallon
EKOSERVICES REGION DU CENTRE SCRL FS	EI	Titres-services	Hainaut
EKOSERVICES WALLONIE PICARDE SCRL FS	EI	Titres-services	Hainaut
ESIOL SCRL FS	EI	Titres-services	Hainaut
ESSOR	IDESS	Bricolage, entretien des espaces verts et petits travaux	Hainaut
FERVET OPUS SCRL FS	EI	Titres-services	Namur

FESTA SERVICES SCRL FS	EI	Titres-services	Hainaut
FORCE 8 SCRL FS	EI	Nettoyage industriel	Brabant Wallon
G'ESTIME2 SCRL FS	EI	Titres-services	Hainaut
HAUTE MEUSE NET SERVICES 2 SCRLFS	EI	Titres-services	Liège
JEFAR T SERVICES	EI	Titres-services	Liège
HO + SCRL FS	EI	Titres-services	Hainaut
HOME NET SERVICE SCRL FS	EI	Titres-services	Liège
HOME SERVICES	IDESS	Taxi social, bricolage, entretien des espaces verts et petits travaux	Liège
ISOPROJECT SCRL FS	EI	Construction	Hainaut
LA CENSE-TITRES-SERVICES SCRL FS	EI	Titres-services	Liège
LA COOPERATIVE DE LA SAVONNERIE SCRL FS	EI	Titres-services	Namur
LA LOCOMOBILE SCRL FS	EI/IDESS	Transport social	Luxembourg
LA MAISON DES SERVICES SCRL FS	EI	Titres-services	Hainaut
LA PETITE FEE DU LOGIS SCRL FS	EI	Titres-services	Hainaut
LA RESSOURCERIE LE CARRE	IDESS	Magasin social	Hainaut
LA RESSOURCERIE NAMUROISE SCRL FS	EI	Tri et recyclage	Namur
LA TABLE DES HAUTES ARDENNES SCRL FS	EI	Horeca	Luxembourg
LE GRAND MENAGE SCRL FS	EI	Titres-services	Hainaut
LA BUANDERIE SCRL FS	EI	Titres-services	Liège
LES COUPS DE POUCE 2 SCRL FS	EI	Titres-services	Hainaut
LES COUPS DE POUCE FLEURUSIENS SCRL FS	EI	Titres-services	Hainaut
LES FEES DU SERVICE SCRL FS	EI	Titres-services	Liège
LES LAVANDIERES DU BONALFA SCRL FS	EI	Titres-services	Luxembourg
LIBERTE EN PLUS SCRL FS	EI	Titres-services	Hainaut
LOGISERVICES SCRL FS	EI	Titres-services	Brabant Wallon
MADAME EST SERVIE HUY SCRL FS	EI	Titres-services	Liège
MAXINET-CENTRE SCRL FS	EI	Titres-Services	Hainaut
MDM FACILITIES SCRL FS	EI	Nettoyage industriel	Hainaut
META SERVICES SCRL FS	EI	Titres-services	Liège
MEUSINSER SCRL FS	EI	Nettoyage industriel	Liège

MOUSCRON SOLIDARITE SERVICES SCRL FS	EI	Titres-services	Hainaut
NAMOCLEAN SCRL FS	EI	Titres-services	Namur
NATISE SCRL FS	EI	Titres-services	Namur
NELTANE SCRL FS		Construction	Hainaut
NEUPRE NET SERVICES SCRL FS	EI	Titres-services	Liège
NETTOYAGE ET PROPRETE SCRL FS	EI	Nettoyage industriel	Liège
PICOBEL'EAU SCRL FS	EI	Titres-services	Namur
POLE DES SERVICES	EI	Titres-services	Namur
PROGRESKOM	EI/IDESS	Aménagement, entretien espaces verts	Luxembourg
PROP'HOUSE SCRL FS	EI	Titres-services	Hainaut
PROXEMIA SCRL FS	EI	Titres-services	Hainaut
PROXISERVICE SCRL FS	EI	Titres-services	Hainaut
RAPPEL SCRL FS	EI	Tri et recyclage	Brabant Wallon
RECMA SCRL FS	EI	Tri et recyclage ; nettoyage industriel	Liège
RECOL'TERRE SCRL FS	EI	Tri et recyclage	Liège
SAMBRE-SERVICES II SCRL FS	EI	Titres-services	Hainaut
SAMBRE-SERVICES SCRL FS	EI	Titres-services	Hainaut
SECONET SCRL FS	EI	Services aux entreprises	Hainaut
SECOPASS SCRL FS	EI	Titres-services	Hainaut
SERVI+ SCRL FS	EI	Services aux entreprises	Liège
SERVIDIS SCRL FS	EI	Titres-services	Liège
SINAP SERVICES SCRL FS	EI	Titres-services	Hainaut
SODALIS CORPORATION SCRL FS	EI	Titres-services	Hainaut
SOFIE SCRL FS	EI	Tri et recyclage	Liège
STAV'CLEAN SCRL FS	EI	Titres-Services	Liège
STEPPE SERVICES SCRL FS	EI	Titres-services	Liège
TOP'NET SCRL FS	EI	Titres-services	Hainaut
TRINK HALL CAFE SCRL FS	EI	Horeca	Liège
TRI-TERRE SAFS	EI	Tri et recyclage	Liège
TRUSQUIN TITRES SERVICES	EI	Titres-services	Luxembourg

VIT'ALE MANNE SCRL FS	EI	Titres-services	Hainaut
VITALITE SERVICES BELGIQUE SCRL FS	EI	Titres-services	Liège

Partenaires d'Atout EI

CAIPS



La Concertation des Ateliers d'Insertion Professionnelle et Sociale est une Fédération représentant les Organismes d'Insertion Socioprofessionnelle (OISP), les Entreprises de Formation par le Travail (EFT) et auparavant les Entreprises d'Insertion (EI).

FEBECOOP



FEBECOOP promeut les valeurs de l'entrepreneuriat coopératif et d'économie sociale auprès des milieux politique, économique, académique et institutionnel et défend ses membres en exerçant des représentations sur les plans européen, fédéral et régional.

R.E.S.



Le Réseau d'Entreprises Sociales (RES) est un réseau composé d'entreprises d'économie sociale qui visent la création d'emplois durables et la promotion de la participation des travailleurs dans la société.

SAW-B, Solidarité des Alternatives Wallonnes et Bruxelloises



L'asbl SAW-B, Solidarité des alternatives wallonnes et bruxelloises, est une Fédération d'économie sociale pluraliste. Sa mission est de soutenir le développement d'une économie centrée sur le respect de l'humain et de l'environnement.